

L'Institut wallon de l'évaluation,
de la prospective et de la statistique



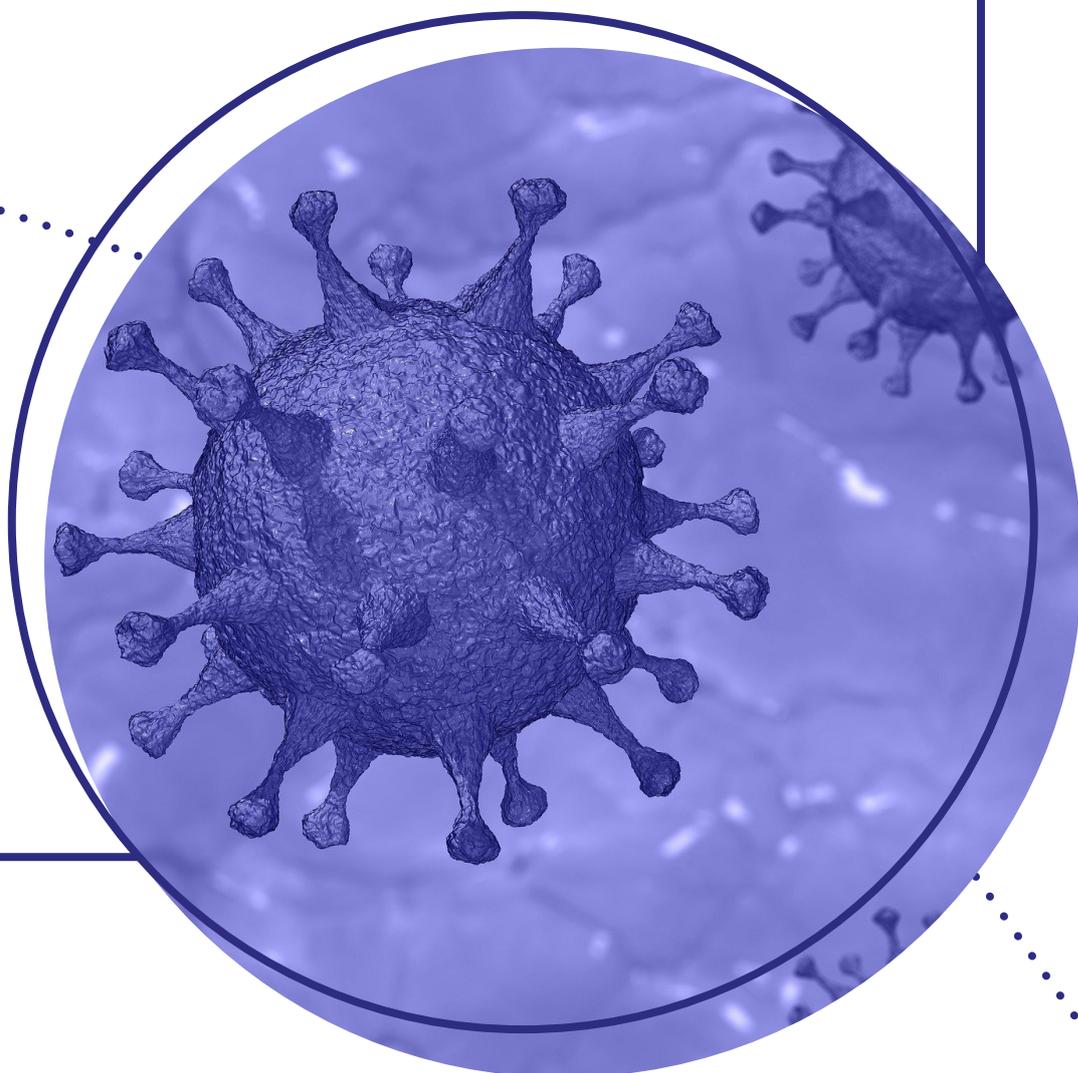
LES NOUVELLES DES POSSIBLES

Notes de veille prospective de l'IWEPS

N°2

Covid-19: quatre scénarios
pour l'après-crise

AVRIL 2020



Frédéric CLAISSE (IWEPS)

COLOPHON

Auteur : **Frédéric Claisse** (IWEPS)

Ces travaux ne reflètent pas la position de l'IWEPS et n'engagent que leurs auteurs.

Mise en page : **Aurélie Hendrickx** (IWEPS)

Création graphique : **Deligraph**
<http://deligraph.com>

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

IWEPS

Institut wallon de l'évaluation, de la
prospective et de la statistique

Route de Louvain-La-Neuve, 2
5001 BELGRADE - NAMUR

Tel : 081 46 84 11

Fax : 081 46 84 12

<http://www.iweps.be>

info@iweps.be

Remerciements

Cette deuxième « Nouvelle des Possibles », la série de notes de veille de l'IWEPS, a bénéficié du soutien de plusieurs personnes dans un contexte difficile qui a profondément affecté les habitudes de travail de toutes et de tous. Sébastien Brunet, administrateur général, ainsi que Jean-Luc Guyot, directeur scientifique de la Direction Anticipation des Phénomènes Socio-Economiques, ont encouragé ce projet dès l'entrée en confinement et en ont relu les versions successives. La distance physique n'a en rien diminué la dynamique collective et l'intensité des échanges qui caractérisent le travail à l'Institut. Vincent Calay et Rafaël Ritondo ont fait part de remarques et de commentaires qui ont grandement contribué à améliorer cette note, de même que Camille Schmitz (stagiaire ULiège à l'IWEPS). Aurélie Hendrickx en a assuré la mise en page et le suivi jusqu'à la publication. La section « effondrement » doit beaucoup à une édition du Séminaire Science et Société, co-dirigé avec mes collègues Laurence Bouquiaux (ULiège) et Marc Jacquemain (ULiège), qui ont accepté de relire une première version de ce document. Céline Parotte, Maxime Petit Jean et François Thoreau, chercheurs attachés au Centre de recherche SPIRAL (ULiège), de même que Benedikt Roskamp, collaborateur scientifique du Centre, ont également accepté de relire et de commenter cette note en un temps record. Enfin, cette « Nouvelle des Possibles » n'aurait jamais vu le jour sans le concours et la bienveillance de Charlyne Audin, qui en a également assuré la relecture.

1. Introduction

Dans la nuit du 7 au 8 mars, devant la croissance exponentielle de cas de Covid-19, le gouvernement italien prenait des mesures de quarantaine aussi exceptionnelles qu'inédites, immobilisant chez elles seize millions de personnes en Lombardie et dans d'autres provinces du Nord de l'Italie. Fin mars, ce sont plus de trois milliards de personnes, soit près de la moitié de l'humanité, qui se retrouvaient en confinement. Face à la pire crainte de récession économique depuis les années 1930, la plupart des États occidentaux ont répondu par des mesures de soutien et des plans de relance également sans comparaison. En quelques semaines à peine, nous avons assisté à un basculement d'une nature et d'une ampleur que l'on croyait réservées aux films catastrophe et aux fictions de fin du monde.

À quoi ressemblera le monde d'après ? La question peut paraître prématurée au moment où tant d'incertitudes subsistent quant aux effets de long terme de la crise sanitaire, qui dépendront de sa durée, de l'efficacité des mesures prises pour la contenir, mais aussi de l'intensité du ou des pics épidémiques qui risquent de lui succéder. Très vite, pourtant, visions du monde, scénarios et hypothèses d'évolution pour l'après-crise se sont multipliés dans l'espace public. Première pandémie vécue et commentée en direct par l'humanité, un tel événement bouleverse les représentations que nous avons de nous-mêmes et de nos sociétés. Pour certains, il offre une opportunité de revoir l'ordre de nos priorités, de *transformer* en profondeur nos comportements individuels et collectifs. Pour d'autres, il constitue une sorte de fait de nature, une épreuve redoutable mais que nous surmonterons de manière à *reprendre* le cours de nos activités – en espérant pouvoir en tirer des leçons pour éviter que la crise ne se reproduise et renforcer notre *résilience*. Pour d'autres enfin, en affectant les chaînes d'interdépendance qui constituent la trame même de notre mode de production et de consommation, il expose la vulnérabilité du système des échanges internationaux, au point que celui-ci pourrait connaître un *effondrement* total ou partiel.

Transformation, retour à la normale, résilience ou effondrement : tels sont les quatre scénarios autour desquels nous semblent avoir gravité, lors du premier mois de crise, la majorité des prises de position qui se sont efforcées d'imaginer l'après.

Dans cette note de veille, nous proposons d'explorer ces hypothèses, dont le regroupement est le résultat d'un suivi quotidien de l'événement et des commentaires qu'il a suscités au cours du premier mois de débats sur l'après-crise (lettres ouvertes, cartes blanches et prises de positions institutionnelles, mais aussi premières analyses et interventions d'experts, avec un biais assumé pour les sociologues de l'action publique et du risque). Le choix de ces quatre modèles répond à un principe d'organisation déterminé, emprunté au prospectiviste américain Jim Dator¹. Pour ce dernier, les récits relatifs au futur se distribuent en un petit nombre de formes privilégiées. Ce sont ces formes (*Transformation*, *Continuation*, *Discipline* – ici retraduit en résilience –, *Effondrement*) qui ont présidé au traitement de l'information pour cette note. Conçues pour rendre compte de cette période particulière où les opinions publiques doivent donner du sens à la crise et se projeter dans l'après, elles nous ont semblé suffisamment stables pour permettre un suivi structuré du débat (moyennant, on le verra, l'un ou l'autre ajustement)².

¹ Dator, J. (2009), « Alternative Futures at the Manoa School », *Journal of Futures Studies*, 14(2), pp. 1-18.

² L'exercice proposé ici diffère donc de de la [réflexion proposée dès le 2 avril 2020 par Futuribles](#). Celle-ci consiste en une analyse morphologique qui, si elle se veut « simple » et « évolutive », vise néanmoins à proposer déjà des scénarios « qui explorent le champ des possibles à l'horizon 2021-2022 ». Ces scénarios seront soumis à réévaluation « au fur et à mesure que les événements et les données ouvrent et ferment des possibles ».

Trois précisions importantes. Premièrement, il faut se garder d'attacher des connotations strictement positives ou négatives à ces formes. Si le scénario « Transformation » correspond bien, pour ses partisans, à un ensemble (d'ailleurs hétérogène) de visions d'amélioration pour l'après-crise, les trois autres sont profondément ambivalents. L'ordre dans lequel les scénarios sont ici présentés ne doit donc pas induire un arc narratif qui irait du « meilleur » au « pire » – même l'effondrement comporte des caractéristiques qui ne l'assimilent pas strictement, pour ceux qui défendent cette hypothèse, à un scénario « *worst case* ». Deuxièmement, ces scénarios ne s'excluent pas mutuellement : ils sont en conversation permanente, partagent des problèmes, se disputent autour d'enjeux communs qu'ils polarisent à leur manière. On n'a donc pas affaire à quatre routes distinctes qui s'offriraient à nous, mais à une série de chemins qui peuvent se recouper pour aboutir à des destinations différentes.

Troisièmement, d'un point de vue prospectif, ces quatre hypothèses d'évolution donnent lieu à autant de *futurs possibles*. Même si nous essaierons de donner, pour chaque scénario, quelques signaux faibles susceptibles de les alimenter, assigner à ces futurs possibles des degrés de plausibilité ou de probabilité (sans même parler de leur désirabilité) n'aurait guère de sens. Il ne s'agit donc pas d'un exercice de prévision ou de futurologie. L'intérêt de ces visions réside dans le fait qu'elles sont aussi, et peut-être surtout, des *représentations* privilégiées du futur : si elles ont une valeur pour le monde d'après, c'est en nous donnant une idée de la manière dont le débat public pourrait se structurer dans les mois à venir.

2. Quatre scénarios

2.1. VERS UN « CORONARESET » ? EFFET RÉVÉLATEUR ET ACCÉLÉRATEUR

« [Pause. Reset](#) », « [décélération](#) » ... La crise sanitaire et plus particulièrement le confinement représentent pour les tenants de ce scénario une occasion de remettre en question un modèle qu'ils estiment en bout de course. La force de ce registre, très présent depuis le début de la crise, est de se poser en modèle d'explication de la crise : la situation actuelle serait l'aboutissement d'une trajectoire intenable, qui portait déjà en elle les germes d'un bouleversement majeur. La pandémie agit ici comme un « révélateur » : il ne pourra y avoir de retour à la normale, car elle montre à quel point la situation précédente ne l'était pas. La direction de la transformation souhaitée dépend donc étroitement du prisme sous lequel les observateurs envisageaient le monde d'avant.

Pour les uns, le Covid-19 vient interrompre un système qui était en train de causer la destruction de l'environnement et d'accélérer le réchauffement climatique. Dans cette perspective, pour reprendre l'expression de Jonathan Piron (du *think tank* écologiste Etopia), [c'est davantage d'un « plan de sortie »](#) que d'un plan de relance que nous aurions besoin. Sur le plan environnemental, les chiffres et les cartes qui attestent d'une baisse significative de la pollution dans la province de Hubei, puis en Italie, ont très tôt fait dire à certains observateurs que le confinement permettra non seulement de ralentir la propagation du virus, mais aussi [d'éviter des décès liés à la qualité de l'air](#). Sur le plan politique et social, la pénurie de masques, y compris pour le personnel de première ligne, de même que l'incapacité à tester systématiquement la population (comme ont pu le faire les pays asiatiques qui nous ont précédés dans la crise), sont vus non seulement comme un manque de prévoyance, mais comme la faillite d'un certain mode de gestion de la chose publique.

Pour les autres, la pandémie révèle l'impasse d'un modèle de gouvernance qui a vu l'État se désinvestir de ses missions de service public, au risque de compromettre la santé de ses citoyens. Face à ces défaillances, ils voient dans la crise sanitaire une opportunité pour un [retour de l'État social](#). Les premières semaines de la pandémie ont vu quelques frémissements de changements qui pourraient accréditer ce scénario : alors qu'elle entrait en lockdown, [l'Espagne a ainsi nationalisé tous ses hôpitaux privés](#) ; aux États-Unis, [l'administration Trump songe à restaurer l'Obamacare](#) ; [l'Allemagne envisagerait l'instauration d'un revenu universel](#), pendant que [le Portugal régularisait](#)

[temporairement immigrés illégaux et demandeurs d'asile](#) pour leur permettre de bénéficier de soins de santé. De son côté, malgré la mésentente au sujet de l'émission de « [Corona Bonds](#) »³, qui suscite des clivages comparables à ceux ayant opposé pays du Nord et du Sud de l'Europe au moment de la crise des dettes souveraines, la Commission européenne a accepté d'assouplir sa discipline budgétaire en donnant la possibilité aux États membres de laisser leur déficit dépasser la barre des 3 % de leur PIB.

Les parallèles historiques nombreux qu'établissent déjà les observateurs avec la récession des années 1930 trouvent un prolongement dans les appels de la Présidente de la Commission à conclure [un plan Marshall pour l'Europe](#), ou du Secrétaire Général de l'OCDE à un « [New Deal](#) » [au niveau mondial](#). Sans parler de [déglobalisation](#), un tel [moment keynésien](#) pourrait impliquer une renationalisation partielle de certaines activités ou productions stratégiques [trop dépendantes des incertitudes du marché](#)⁴ – qui n'est toutefois pas incompatible avec une [coordination globale](#).

Enfin, le refus de revenir à la normale peut prendre des formes à la fois plus [programmatisées](#) ou [radicales](#), en ligne avec des positions et sensibilités déjà cristallisées avant la crise. Certaines initiatives plus originales ou inattendues se démarquent néanmoins de cette toile de fond. Largement diffusée sur les réseaux sociaux après la première semaine de confinement, une lettre ouverte intitulée « [Pour un CoronaReset](#) », émanant d'un « groupe de citoyens issu de la société civile et de la sphère culturelle », développe ainsi une tonalité beaucoup plus utopiste dans son appel à opérer un « saut de paradigme », pour « rebondir autrement, pour faire mieux, pour nous créer un monde plus juste ». Dans son esprit, le document rejoint l'appel du philosophe et sociologue Bruno Latour à devenir des « interrupteurs de globalisation », en imaginant des « [gestes-barrières](#) (...) contre chaque élément d'un mode de production dont nous ne souhaitons pas la reprise ».

L'addition ou la convergence de ces exigences de transformation (écologiques d'un côté, économiques et sociales de l'autre) pourrait avoir pour effet une prise de conscience accrue de la nécessité de [prendre en compte le long terme](#) dans des domaines comme l'environnement, l'énergie, la santé ou la mobilité, et pousser l'acteur public à relancer des politiques économiques et sociales ambitieuses (avec, notamment, un refinancement de la recherche scientifique).

Un facteur pourrait même avoir un effet d'accélérateur sur ce scénario : la transformation potentielle de la crise en *scandale* sanitaire dans la période de l'après. Selon les estimations de la Commission européenne, la capacité des États membres ne pourra répondre qu'à [10% seulement de la demande d'équipement de protection et de matériel médical](#) (notamment de respirateurs artificiels, nécessaires pour la prise en charge des patients souffrant de graves détresses respiratoires). La plupart des pays européens (à la notable exception de l'Allemagne) font face à la même situation de pénurie. En France, l'impréparation des autorités est très tôt dénoncée par les acteurs de terrain, d'autant plus choqués d'en faire les frais que les métaphores martiales de leurs dirigeants les transforment, *de facto*, en soldats désarmés sur le front d'une « guerre » contre un « ennemi » invisible. Les causes de l'impéritie du gouvernement français sont bien documentées.

³ Obligations « qui permettraient aux États membres de la zone euro de lever de l'argent sur les marchés à pas cher. En effet, les intérêts, au lieu d'être indexés sur la santé financière du pays emprunteur, seraient liés à celui de la zone euro dans son ensemble. Il s'agirait d'une sorte de grand emprunt mutualisé dans le but de créer un pot commun dans lequel les États pourraient piocher selon leurs besoins » (« [Les "corona bonds", nouvel étalon de la solidarité à l'heure du Covid-19 ?](#) »).

⁴ Dans son [adresse aux Français du 12 mars](#), Emmanuel Macron déclarait : « Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner notre cadre de vie au fond à d'autres est une folie. Nous devons en reprendre le contrôle, construire plus encore que nous ne le faisons déjà une France, une Europe souveraine, une France et une Europe qui tiennent fermement leur destin en main. Les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture en ce sens. Je les assumerai. »

Elles puisent, paradoxalement, dans ce qui a pu passer pour un [excès de précaution lors de la crise de la grippe H1N1 en 2009](#) : accusées d'en avoir fait trop face à un risque qui pouvait donner l'impression d'avoir été surévalué, les autorités ont baissé la garde, négligeant, en France comme en [Belgique](#), de constituer ou de renouveler le matériel nécessaire pour affronter une crise de ce type. Mais au Royaume-Uni, le même sentiment d'improvisation domine parmi le personnel soignant. Selon des témoignages recueillis par le rédacteur en chef du journal médical britannique *The Lancet*, la surdité des autorités aux alertes lancées par les épidémiologistes durant le mois de février [coûtera des vies tant parmi les patients que parmi les soignants](#). Il y a là les ferments de [scandales sanitaires nationaux](#) dont on est loin de mesurer la gravité.

Le [recul relatif du financement des soins de santé](#), l'injonction faite aux structures hospitalières à travailler en flux tendu pour répondre à des objectifs de rentabilité, et surtout la confiance des acteurs étatiques dans la capacité du marché international à répondre à toute demande d'approvisionnement – en forçant le trait, partout le même référentiel de Nouvelle gestion publique semble avoir produit les mêmes effets. De ce point de vue, la [stratégie d'immunité de groupe](#) adoptée initialement par le Royaume-Uni et les Pays-Bas (et qu'a maintenue la Suède) apparaît comme le prolongement, en période de crise, d'un mode de gestion marqué par le [laisser-faire](#). Dans ce cadre, le [revirement britannique](#) devant les critiques de plus en plus nombreuses de ce choix (et la charge insupportable qu'il fait peser sur le système de soins de santé) peut être interprétée comme la réponse à une demande de protection des individus et de retour de l'État.

2.2. RETOUR À LA NORMALE OU FUITE EN AVANT ? EFFETS REBOND ET EFFETS D'AUBAINE

D'autres observateurs se déclarent sceptiques quant aux effets de la pandémie de Covid-19 sur la capacité des États à transformer en profondeur leurs référentiels d'action et opérer un virage social. Pour le philosophe Jean-Claude Monod, la rupture affichée par Emmanuel Macron répondrait ainsi davantage à une « [nécessité pragmatique](#) » d'[adaptation à l'état d'urgence](#), dont le caractère transitoire apparaîtra clairement une fois la crise refermée.

Du reste, le retour à la normale correspond à un souhait exprimé par de nombreux acteurs économiques et financiers. Dès aujourd'hui, beaucoup d'entre eux manifestent leur pleine confiance dans la capacité du capitalisme à surmonter les crises qui le remettent périodiquement en cause. Témoin parmi d'autres de cet état d'esprit, l'entrepreneur milliardaire Mark Cuban affirme ainsi que [c'est bien « le capitalisme qui nous sauvera »](#) quand le monde sortira de la pandémie – ce qui ne l'empêche pas d'ajouter que la présente crise offre une « chance pour un nouveau départ » (*a chance for a reset*). Pour les promoteurs les plus actifs du libéralisme, la crise n'est d'ailleurs pas le résultat d'une absence ou d'une faillite de l'État, mais au contraire, comme l'affirme Jean-Philippe Delsol (président de l'Institut de Recherches Économiques et Fiscales, *think tank* libéral), de « [décennies d'étatisation de la santé](#) » – avançant pour preuve que les États qui semblent avoir le mieux géré la crise, la Corée du Sud et Taïwan, ont un système de santé largement privatisé. Et de prédire l'avènement d'une « nouvelle religion de la précaution ». Il y a là une consistance idéologique qui pèsera dans les débats de l'après-crise : comme le marché, les virus sont des faits de la nature, une « [fatalité](#) » qu'aucun État ne saurait anticiper, et surtout pas en bridant l'économie à travers des procédures excessives et des régulations coûteuses.

Pareillement, sur le plan environnemental, on se méprendrait en considérant la crise comme une chance pour l'environnement. Le politologue François Gemenne pense au contraire que, malgré « des effets positifs de court terme », le confinement sera « [une catastrophe pour le climat](#) ». D'une part, en effet, on doit s'attendre à un rebond des émissions après la fin du confinement ; d'autre part, il y a fort à parier que les États concernés auront à cœur de relancer leurs industries pétrolières et leurs secteurs massacrés par la crise (comme le tourisme et l'aviation commerciale) – voire de « remettre en cause les quelques mesures engagées pour lutter contre le changement climatique,

au nom de la relance économique ». Sans compter le message ambigu adressé aux consommateurs selon lequel la manière de lutter contre le changement climatique serait « la mise à l'arrêt de l'économie, la limitation des échanges et l'enfermement chez soi ». Malgré de nombreux points communs, crise sanitaire et crise climatique nécessitent des réponses urgentes, mais différentes.

Tous ces arguments plaident pour une poursuite, dans l'après-crise, des tendances lourdes qui prédominaient déjà auparavant. Dans un tel scénario, il y a fort à parier qu'une fois levée la période de confinement, les individus, trop heureux de reprendre le cours de leur vie, se remettront à voyager et à consommer comme avant. Loin de marquer un [« retour du réel » qui nous imposerait de « repenser notre rapport à l'environnement »](#), la crise pourrait n'être qu'une parenthèse vite refermée. *Business as usual.*

En réalité, ce scénario de continuation est plus ambivalent qu'il n'y paraît. D'une part, rares sont les observateurs à avoir exprimé leur vision d'un monde parfaitement revenu à la normale – ne serait-ce que parce que la crise sanitaire aura des effets durables et que toute reprise sera forcément lente et douloureuse. En dehors du souhait, du reste banal et compréhensible, que la crise se termine le plus rapidement possible, il n'y a pas d'hypothèse « tendancielle pure » qui ait véritablement émergé durant le premier mois de crise.

D'autre part, certains redoutent plus explicitement que la crise ne soit l'occasion d'une fuite en avant, c'est-à-dire d'une aggravation des tendances antérieures. Le prolongement de [l'état d'exception](#) et des régimes de pouvoirs spéciaux qu'il entraîne comporte un [risque d'engendrer des irréversibilités](#). La métaphore de l'entrée en « guerre » contre le coronavirus, utilisée par de nombreux chefs d'États, en constitue une bonne illustration : bien loin de signifier un retour de l'État social, la conversion de certains secteurs en « économie de guerre » revient à assouplir considérablement droit du travail et conventions collectives (pour la gestion du régime horaire et des heures supplémentaires). On pense, par exemple, à l'appel du Ministre français de l'agriculture aux personnes en chômage technique pour assurer les travaux des champs, au nom de la solidarité et de l'effort de guerre collectif.

Certains expriment des craintes similaires par rapport à la [restriction des libertés publiques entraînée par la crise](#) – nous y reviendrons dans le troisième scénario. Ironiquement, certains observateurs dans des [pays africains](#) qui attendent, terrifiés, la progression du virus, nous invitent aujourd'hui à regarder notre situation d'occidentaux comme un miroir inversé de la leur : « The rest of the world is having a taste of what it feels like to live with human rights limitations. (...) The world is realising what many African leaders have known all along, they can argue : human rights are overrated and may stand in the way of 'efficiency' ». Quelques signaux faibles alimentent déjà ce scénario – ainsi de la Hongrie dont le Président Viktor Orbán s'est arrogé les pleins pouvoirs pendant le confinement de sa population.

Les gouvernements ne sont pas les seuls acteurs pour qui la crise sanitaire pourrait susciter des effets d'aubaine ou autres tentatives de [passage « en douce » \(telle la décision de l'ONDRAF](#) de lancer, en plein confinement, leur consultation publique sur l'avenir de la gestion des déchets radioactifs). De ce point de vue, il n'est pas anodin qu'un opérateur de communications comme [Proximus teste la 5G sur trente communes belges](#) durant la période de confinement. Ces soupçons font redouter l'emploi d'une [« stratégie du choc »](#), selon l'expression de Naomi Klein. Dans le même ordre d'idées, l'essayiste et statisticien Nassim Nicholas Taleb, à qui on doit le concept de « cygne noir », revient sur la gestion de la crise financière de 2008-9 pour rappeler que [le sauvetage financier profitera surtout aux grandes entreprises](#) : « We should learn from the Geithner episode [secrétaire du Trésor américain pendant la crise de 2008-9] that bailing out individuals *based on their needs* is not the same as bailing out corporations *based on our need for them*. » En passant, l'auteur invite ses lecteurs à renoncer à la métaphore du cygne noir pour qualifier la présente crise,

qui avait, au contraire, tout d'un cygne blanc : un événement certes aléatoire, mais dont la survenue peut être tenue pour certaine et qui nécessite l'adoption de mesures pour s'y préparer.

En toute rigueur, ce scénario de fuite en avant, qui correspond à des projets délibérés de transformation, devrait amener à le classer parmi le premier groupe. On touche sans doute ici aux limites de l'exercice : la poursuite des tendances dépend étroitement du diagnostic posé par les observateurs sur l'état antérieur. Pour certains, ces dernières années étaient déjà celles de [la fin d'un cycle économique](#) et de la transition vers de nouveaux rapports entre État et capitalisme. Dans cette perspective, c'est donc le retour de la régulation publique qui constituerait le scénario tendanciel par excellence, la pandémie ne servant que de catalyseur à un processus déjà entamé.

2.3. RÉSILIENCE ? EFFETS D'APPRENTISSAGE, RETOUR DE LA PRÉCAUTION ET NOUVELLES FORMES DE CONTRÔLE.

Ce scénario, sans être toujours explicitement tenu par les commentateurs pendant le premier mois de la pandémie, peut être élaboré au départ de leurs observations souvent critiques de la gestion actuelle de la crise. Pour sa description, on recourra donc ici davantage au présent de narration. Il suppose une sortie par le haut et l'atteinte d'un nouvel équilibre, qui n'est pas pour autant synonyme de retour à l'état antérieur. Parce qu'elle a généré des *effets d'apprentissage*, la crise fera évoluer vers une résilience accrue des systèmes de gouvernance nationaux et internationaux soumis à rude épreuve.

Les leçons de la crise sont profondément ambivalentes. Malgré les souffrances et les décès causés par la pandémie, l'humanité se rend compte, après coup, que les efforts de coordination et de mobilisation mondiale, en dépit de nombreuses discordances, lui ont permis de remporter sa lutte contre son [« ennemi »](#). On salue la détection précoce des premiers cas, la [constitution rapide d'un savoir épidémiologique partagé](#), les échanges de bonnes pratiques : comparé aux années nécessaires pour identifier le virus du sida, le diagnostic du coronavirus « (...) a été établi par des méthodes moléculaires en quelques jours sinon en quelques heures, [grâce au progrès du séquençage profond dit de nouvelle génération](#) ». Après des années de post-vérité et de mépris pour la science, les experts font leur retour sur le devant de la scène.

Malheureusement, ce savoir n'a pu se traduire en système d'alerte, si ce n'est dans les pays asiatiques qui ont pu mettre à profit leur expérience de ces nouvelles pathologies pour agir en [« sentinelles des pandémies »](#), selon l'expression de l'anthropologue Frédéric Keck. Un facteur-clé explique cette inaction dans les pays occidentaux : [l'oubli progressif du principe de précaution](#), stigmatisé durant les années 2010 pour sa soi-disant obsession du « risque zéro » et son [hostilité irrationnelle aux calculs coûts/bénéfices](#). On s'aperçoit ainsi que les gouvernements se sont retrouvés à improviser leur gestion de crise, alors qu'il aurait été plus sage (et de meilleure « gouvernance ») d'[être pré-actifs](#) en réfléchissant, très en amont, en termes de planification d'urgence. Or, les dispositifs en place ont été pensés et dimensionnés pour des crises de faible ampleur, qui visent, selon le sociologue du risque Olivier Borraz, à [« prolonger dans une situation que l'on présente comme extraordinaire le fonctionnement normal des organisations »](#). Ils cultivent ainsi une « fausse impression de préparation » : « Loin de préparer ces organisations et leurs membres à faire face à des situations radicalement inédites, il s'agit d'abord de les rassurer sur leurs capacités à poursuivre leurs activités dans un environnement dégradé, à préserver les règles et procédures existantes, à maintenir un fonctionnement routinier. »

L'après-crise a ainsi pour effet de restaurer la précaution comme principe de gouvernement et marque plus généralement le retour du risque en politique. L'humanité prend davantage conscience de sa vulnérabilité : les flux d'échange de biens, de services et de personnes représentent aussi des vecteurs de propagation pour des hôtes avec lesquels elle doit (ré)apprendre à vivre. L'application du principe de précaution n'implique pas pour autant une entrave ou une limitation à la circulation dans une économie qu'il serait encore plus coûteux de

« démondialiser ». Simplement, les dispositifs d'alerte et de veille sanitaire, ainsi que les mesures de santé publique s'intensifient. Chacun a appris à modifier ses habitudes : le masque se généralise, le présentisme (se rendre au travail avec un rhume) fait l'objet de réprobation sociale, la distance physique durant les pics de grippe saisonnière devient la norme.

Inspirées par l'efficacité de la gestion de la pandémie par la Corée du Sud, les outils de surveillance et de traçabilité des personnes infectées ont fait leur preuve durant le second pic épidémique⁵. Ils ont ainsi permis d'éviter aux populations un nouveau confinement qui, en plus d'aggraver la crise économique et sociale, aurait été perçu comme un terrible aveu d'impuissance et une insupportable épreuve. [En cédant leurs données de localisation \(anonymisées\) aux opérateurs de téléphonie mobile](#), la majorité des citoyens ont clairement fait le choix d'une [liberté de circulation partiellement sous monitoring](#). La résilience a un prix. Mais une intensification, au nom de la sécurité, de la surveillance de masse numérique, dans le cadre d'un prolongement indéfini de l'état d'urgence, demeure une tentation autoritaire pour de nombreux États, d'ailleurs encouragés par la rapidité avec laquelle la majorité de leurs citoyens a accepté des mesures sans précédent de restriction de leurs libertés (ce qui rapproche cette hypothèse des « effets d'aubaine » décrits dans le scénario 2).

2.4. EFFONDREMENT, RÉPÉTITION GÉNÉRALE ? EFFETS DOMINO ET VIE EN MODE DÉGRADÉ.

Pour certains, la crise sanitaire donne un avant-goût de ce que les collapsologues prédisent depuis plusieurs années, à savoir l'effondrement, selon eux inévitable, de la civilisation industrielle dont la plupart des indicateurs ont irréversiblement dépassé les seuils d'alerte. Par son caractère global et systémique, la manière dont elle met à nu les vulnérabilités de notre modèle de société, la crise actuelle donne de nouveaux aliments à une [imagination catastrophiste déjà bien préparée](#) par les signes de plus en plus tangibles d'accélération du changement climatique.

La question est de savoir si la pandémie marque ou non le début de ce processus. Pour certains, comme l'écologiste français Noël Mamère, la crise sanitaire ne représente qu'une sorte de [« répétition générale avant l'effondrement »](#). Pour d'autres, comme le sociologue Dominique Bourg, le processus est déjà entamé, même si la [déstabilisation en cours](#) pourrait prendre encore plusieurs années. En effet, contrairement aux images spontanément associées à l'idée d'effondrement, celui-ci ne sera pas soudain, mais progressif, selon une dégradation par paliers au départ d'un point de bascule lequel finit, [en entraînant des effets domino](#), par gagner l'ensemble du système, au point de compromettre la continuité des services publics et des infrastructures de base (distribution d'eau et d'électricité, fourniture énergétique, etc.). De plus, les collapsologues insistent au moins autant sur le processus d'effondrement proprement dit (qui peut prendre des formes multiples) que sur l'émergence de nouvelles formes de production, de consommation et de sociabilité dans la période de l'après, qui doit se préparer dès maintenant.

L'hypothèse de l'effondrement reste marginale dans les débats qui ont animé le premier mois de la crise sanitaire. Elle est cependant suffisamment prise au sérieux pour faire son entrée dans les colonnes d'un magazine comme *Foreign Affairs* : parce que la crise économique provoquée par la pandémie de Covid-19 est à la fois un choc de demande et un choc d'offre, elle [doit faire craindre un effondrement social](#). De même, certains secteurs emblématiques de la civilisation thermo-industrielle, comme ceux de l'aviation ou du pétrole, interrogent aujourd'hui sérieusement quant à

⁵ Dès la fin du mois de mars, l'enquête réalisée par l'Université d'Anvers sur la vie des Belges durant le confinement comportait une question sur l'acceptabilité sociale d'une application destinée à suivre (de manière anonymisée) les déplacements des contacts de la personne et de savoir à qui elles s'adressent, de manière à leur envoyer un avertissement si la personne présente des symptômes.

leur résilience. L'effondrement du prix du baril, provoqué par le double choc de la pandémie et de la guerre des prix entre Russie et Arabie Saoudite, fait dire à certains observateurs que l'industrie pétrolière ne se redressera jamais totalement. Interrogé par un journaliste du *Guardian*, Mark Lewis, chef de la recherche sur le changement climatique chez BNP Paribas, voit en tout cas dans l'après-crise un [retour du grand récit du pic de demande](#) : « This is particularly true if long-haul aviation fails to recover. This has been a very strong source of oil demand growth in recent years but the longer we are at home – remote working, using video conferencing – the more people will wonder : do we really need to get on a plane ? » Au mois de mars, les problèmes sont devenus tels dans l'industrie que [les producteurs paient leurs clients pour ne pas avoir à stocker leurs barils](#).

L'horizon de l'effondrement apparaît également en creux au détour de réflexions plus ponctuelles sur la stabilité de certaines infrastructures. Dans un entretien sur notre rapport au numérique en temps de crise, le sociologue Antonio Casilli rappelle que [les systèmes gérés par les GAFAM ont basculé en « mode dégradé »](#) : « ils ne sont pas forcément conçus pour être résilients. En cas de surcharge, ils tombent sans qu'il n'y ait la possibilité de trouver une alternative. (...) C'est flagrant dans un autre contexte, celui d'Amazon, dont la chaîne d'approvisionnement est en train de s'écrouler sous la demande, sous les grèves des travailleurs des entrepôts et les fermetures de dizaines de centres de distribution pour cause de contamination. » Plus généralement, poursuit Casilli, ce sont les derniers maillons des chaînes logistiques qui se trouvent fragilisés par la crise. Des réseaux de livraison aux employés de supermarchés en passant par les professionnels de la santé, on se rend compte que des catégories entières de travailleurs, souvent invisibilisés par les nouveaux discours sur le travail derrière un mirage de plateformes et d'algorithmes, sont indispensables à l'appareil de production qui, sans eux, s'effondre.

En réalité, il conviendrait plutôt de parler d'*effondrement différencié*, tant la crise sanitaire précarise certaines catégories de la population ou certaines zones géographiques. Un des effets les plus soulignés de la pandémie est la manière dont la crise et sa gestion par le confinement révèlent les inégalités et intensifient les vulnérabilités. Ce registre, voisin de celui de l'effondrement, est extrêmement présent dans le premier mois de crise. Pendant que [les Américains les plus fortunés organisaient leur confinement](#) pour eux-mêmes, on estime que [17 % des Parisiens ont quitté la capitale à cause du Covid-19](#), tandis que soignants, fonctionnaires (enseignants, policiers) et prolétariat urbain (éboueurs, agents de sécurité) [endiquent l'épidémie et assurent la continuité de la vie sociale](#). À cette fracture entre les mobiles et les autres, s'ajoute celle [entre ceux qui peuvent pratiquer le télétravail et ceux qui doivent continuer à travailler](#), y compris dans des conditions qui mettent leur santé en danger. Quant aux personnes cloîtrées chez elles, [l'indignation suscitée par les « journaux de confinement »](#) qui se sont très tôt mis à fleurir montre à quel point sa romantisation relève d'un « privilège de classe », pour reprendre le mot du scénariste Antoine Germa depuis la ville de Brescia en Lombardie qui, pendant ce temps, comptait ses morts.

Pour beaucoup de femmes également, le confinement marque une terrible régression, non seulement [dans la sphère domestique](#) (tâches ménagères et prise en charge des enfants déscolarisés), mais aussi [dans les secteurs où l'emploi féminin est prédominant](#), comme celui des soins et de l'attention prodigués aux personnes, en première ligne durant la pandémie – sans parler des violences conjugales et des [effets d'aubaine dans certaines régions du monde pour limiter leurs droits](#). La pression sur les parents, souvent obligés de concilier télétravail et école ou gardiennage à domicile, fait craindre l'augmentation du nombre de *burn-outs* lors de la reprise⁶. En certains cas, le confinement a des [effets psychologiques plus immédiats comparables à ceux d'un stress post-traumatique](#), qu'il faudra prendre en compte dans l'après-crise. Comme la généralisation du télétravail, celle de l'enseignement à distance durant le confinement met aussi

⁶ Une [pétition en ligne](#), soutenue par la Ligue des Familles, circule déjà pour demander la prise en compte de leur situation, par exemple à travers un congé spécifique.

en évidence de profondes disparités. Selon les premières enquêtes, [les étudiants du supérieur](#) sont très loin de se trouver dans les conditions matérielles ou psychologiques nécessaires pour suivre des cours en ligne, [rendant périlleuse la notion même de « continuité pédagogique »](#).

Si ces réflexions centrées sur les inégalités en période du confinement nous éloignent sans doute d'un scénario d'effondrement au sens strict pour l'après-crise, on se fera une idée plus juste de ce que peut représenter un effondrement différencié en pensant aux conséquences de la pandémie en Afrique, en Inde ou en Amérique du Sud. Ou en se souvenant que la lutte entre États (voire entre régions, comme en Italie) pour l'acquisition de matériel médical [a pris des allures de Far-West](#) (les acteurs les plus forts payant cash des marchandises qu'ils n'ont pas vérifiées), conséquences de la volée en éclat de toutes les procédures de marchés publics en Europe.

Certains observateurs n'ont pas manqué de souligner d'autres effets plus inattendus de la crise sanitaire. Partout dans le monde, [des initiatives attestent de la solidarité](#), de la générosité et de l'inventivité des personnes pour pallier le manque de matériel médical, distribuer de la nourriture aux plus démunis ou garder le contact avec les personnes isolées. Nous nous serions trompés sur l'effondrement : « The horror films got it wrong. Instead of turning us into flesh-eating zombies, the pandemic has turned millions of people into good neighbours ». S'il est contre-intuitif, ce scénario de « retour des communs » n'est, en réalité, pas incompatible avec celui de l'effondrement – ni, d'ailleurs, avec celui d'un retour de l'État social, dont ces actions mettent en évidence l'impuissance ou la défaillance. Il est même privilégié par [les collapsologues eux-mêmes](#), qui ne voient aucune fatalité à un retour à l'état de nature et parient au contraire sur une coopération accrue au sein de communautés locales et solidaires. De même, pour le sociologue Dominique Bourg, la crise actuelle, en prenant la forme d'une pandémie, [« contraint au civisme »](#). Ce [« mini-effondrement »](#), en nous transformant en [« collapsonautes »](#), est aussi une invitation à une réponse démocratique à la crise.

La prise en compte d'un scénario d'effondrement pourrait-il entraîner un sursaut de l'opinion publique qui, au lieu de s'y préparer comme à un événement inéluctable, exigerait des mesures fortes pour tenter de le contrecarrer (cf. scénario 1) ? Un des paradoxes de la collapsologie est que, contrairement à la rhétorique catastrophiste, il vise moins à alerter sur l'imminence de l'effondrement (pour en infléchir le cours) qu'à prédire sa venue à court ou moyen terme. De ce point de vue, l'appel volontariste à un « Pacte vert européen », récemment envoyé aux ministres européens des finances par plusieurs membres du Club de Rome, tranche avec le message que Dennis Meadows, co-auteur du rapport de 1972 sur les *Limites de la croissance*, adresse depuis plusieurs années sur le caractère irréversible de l'effondrement. Malgré l'ambivalence de son rapport à l'avenir, le discours collapsologiste pourrait, avec la crise sanitaire, gagner en crédibilité et offrir de nouveaux arguments pour un changement majeur de civilisation.

3. Et après ?

3.1. LECTURE TRANSVERSALE

Les quatre visions que nous venons de décrire (transformation, continuation, résilience, effondrement) n'épuisent naturellement pas le champ des futurs. On peut faire confiance à l'imagination humaine pour toujours inventer de nouvelles manières de nous projeter dans l'avenir. En revanche, si les éléments de ces récits restent ouverts et imprévisibles, il n'en va pas de même de leur structure et des relations qu'ils entretiennent les uns avec les autres. De ce point de vue, les archétypes de Jim Dator utilisés pour circuler dans les visions de l'après-crise ont permis de « saturer » l'information recueillie durant ce premier mois de pandémie.

Une lecture transversale des scénarios montre d'ailleurs qu'ils ne se développent pas de manière indépendante et compartimentée. Au contraire, ils s'impliquent mutuellement, entrent en tension

autour des mêmes enjeux, les uns posant comme problème (l'État, le marché ou la précaution) ce qui, pour les autres, serait une solution à la crise. Ce dialogue est parfois rendu difficile par les différents horizons temporels et échéances de réalisation attachés à chacun des scénarios. Tous ne donnent pas, en effet, la même portée à la période qui s'ouvrira avec l'après-crise. Si l'hypothèse de transformation majeure (« Vers un CoronaReset ? »), avec son ouverture sur un avenir lointain, correspond le mieux à une approche de type « Big Picture », les autres s'ancrent davantage dans le moyen terme, celui de la reprise (scénarios 2 et 3) ou de l'incertitude de la reconstruction (scénario 4).

Sur le plan interne, on rappellera que tous ces scénarios présentent la même hétérogénéité. La « transformation » au cœur du premier devrait s'écrire au pluriel, selon les inflexions environnementales, économiques ou sociales de ses partisans. Dans leurs ambivalences, les trois autres donnent chacun lieu à des bifurcations : retour à la normale ou fuite en avant ? retour de la précaution ou intensification du contrôle social ? effondrement partiel ou retour des communs ? Ces incertitudes multiples reflètent celles des commentateurs aux prises avec un [« fait total »](#) qui touche la société et ses institutions simultanément dans toutes leurs dimensions.

C'est ce que nous avons tenté de traduire au fil de ces scénarios à travers la série d'« effets » qu'ils impliquent : effets révélateur et accélérateur (Transformation) ; effets rebond et effets d'aubaine (Continuation) ; effets d'apprentissage (Résilience) ou effets domino (Effondrement). Indépendamment des scénarios dans lesquels ils s'insèrent, ces effets constituent en eux-mêmes de bons « descripteurs » de l'après-crise aux yeux des commentateurs. L'évolution de ces effets et de leur combinaison sera au centre de l'attention au cours des semaines et des mois à venir.

Un mot enfin sur le cadrage adopté. On aura noté que la plupart de ces scénarios sont centrés sur un aspect important de l'après-crise, à savoir la forme que prendra l'État ou la puissance publique suite à la pandémie. Les termes que nous avons utilisés pour caractériser cette forme renvoient, pour chaque scénario, à une configuration déjà connue (ou à sa version dégradée), exprimée comme un « retour » : retour de l'État-Providence ; retour au modèle néo-libéral (éventuellement dégradé en libéralisme autoritaire⁷) ; retour à un État précautionneux (éventuellement dégradé en sociétés de contrôle) ; retour des communs (éventuellement dégradé en retour à l'état de nature). Autrement dit, les outils aujourd'hui mobilisés sont encore tributaires de modèles du passé, qui continuent de structurer la réflexion sur le futur. Seul le temps dira si, en rouvrant les possibles, la crise permettra d'inventer de nouvelles formes à la hauteur de ce que nous traversons.

3.2. LES NOUVELLES COORDONNÉES DU DÉBAT PUBLIC

La crise que nous traversons est un moment de reconfiguration où une société expose et remet en jeu les grandes orientations qu'elle se donne – ce que le sociologue Alain Touraine appelle l'*historicité*. La manière dont une société se représente et produit la compréhension qu'elle a d'elle-même est un enjeu de lutte. Dans cette perspective, les lignes narratives dégagées ici pourraient devenir l'ébauche de lignes de clivages sur lesquels se construiront les conflits et les mouvements sociaux dans le monde d'après. Le dialogue qui s'amorce aujourd'hui entre ces scénarios marquerait alors le début d'un combat pour le récit dominant.

Dans ce moment de reconfiguration où se tracent les nouvelles coordonnées du débat, il y a fort à parier que la contrainte de justification pèsera comparativement davantage sur les partisans du modèle de la continuation, déjà contesté avant la crise. Ceux qui voudront un retour à la normale devront s'en justifier, parce que ce choix n'ira plus de soi.

⁷ Grégoire Chamayou, *La Société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris : La Fabrique, 2018.



L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Autorité statistique de la Région wallonne, il fait partie, à ce titre, de l'Institut Interfédéral de Statistique (IIS) et de l'Institut des Comptes Nationaux (ICN). Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens, des informations diverses qui vont des indicateurs statistiques aux études en sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en œuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie.

Plus d'infos : <https://www.iweps.be>



2020